

(EU) UE/INSTITUTIONS : COLLOQUE AUTOUR DE LA MÉTHODE JEAN MONNET DANS UNE UNION À VINGT-SEPT

Bruxelles, 15/09/2009 (Agence Europe) – « Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe : méthode, action, influence ». Un colloque sur ces thèmes a été organisé vendredi 11 et samedi 12 septembre à l'Université de Lausanne par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, en partenariat avec l'Université de Cergy-Pontoise (et sous la coordination du Professeur Gérard Bossuat) et avec l'Association Jean Monnet.

La table ronde sur l'actualité de la méthode Monnet, qui a réuni deux universitaires, le président de la République portugaise, deux anciens présidents du Parlement européen et le vice-président de la Commission européenne Jacques Barrot, a permis aussi d'évoquer les moyens de rendre à l'Union son élan communautaire.

« Nous sortons péniblement d'un psycho-drame institutionnel pour lequel Jean Monnet aurait peut-être souhaité une solution plus pragmatique », a affirmé le vice-président de la Commission, Jacques Barrot (tout en rappelant que ces difficultés n'ont pas empêché à la Commission de « réussir des choses importantes », telles que la proposition d'objectifs précis dans la lutte contre le réchauffement climatique).

Dans un moment où l'intergouvernemental risque de relever la tête, que faire pour que la balance penche du côté du communautaire ? Tout d'abord, il faut « dans chaque institution, des personnes qui croient en l'Europe ». Il faut aussi une extension de la majorité qualifiée au Conseil et un Parlement qui devienne « législateur de droit commun ». « Toutes les grandes avancées que j'ai obtenues dans le domaine des transports, qu'il s'agisse de la sécurité maritime ou de Galileo », rappelle Jacques Barrot en évoquant son premier dossier, « n'ont été possibles que grâce à l'alliance avec le Parlement ». Le vice-président de la Commission estime également qu'il « faudrait probablement des élections partout le même jour, et pourquoi pas le 9 mai... les élections doivent être vécues sur le plan européen ». Quant à la Commission européenne, même si une Commission à 27 ne peut évidemment fonctionner exactement comme l'imaginait Jean Monnet, elle doit miser sur « ses deux atouts majeurs, son expertise (qui implique aussi une faculté d'anticipation) et sa collégialité ». L'« esprit Monnet » peut contribuer à trouver des solutions, notamment par son refus de la « rouille du formalisme », sa volonté de réalisations concrètes, son insistance sur un lien transatlantique basé sur une réciprocité réelle, sa conscience de l'importance de la société civile. Et Jacques Barrot conclut en plaidant pour la formation d'élites européennes (économiques, syndicales, académiques) car ce sont elles qui vont faire bouger l'Europe.

Pour le président de la Fondation, l'ancien président du Parlement européen, José-Maria Gil-Robles, la sortie de la crise impose un véritable « contrat de législature » entre la Commission et le Parlement. Quant à la Commission, elle serait renforcée par la formation d'une sorte de « cabinet » comprenant certains de ses membres et pouvant agir en son sein (les décisions ayant été prises auparavant de façon collégiale par l'ensemble des Commissaires), une idée, ajoute M. Gil-Robles, à laquelle Jacques Santer était en train de réfléchir, fortement encouragé par Leon Brittan, peu de temps avant la chute de sa Commission. Mais il faudra aussi, insiste M. Gil-Robles, donner à l'Europe les moyens de réaliser ses politiques : on ne peut pas réduire le budget communautaire d'année en année.

L'idée du contrat de législature plaît beaucoup à un autre ancien président du Parlement européen, Enrique Baron, convaincu de l'actualité de la méthode Monnet, à un moment où on se trouve à une croisée des chemins et où il faut défendre et consolider l'acquis, dans un monde qui change (et plutôt dans le bon sens, selon M. Baron, qui cite la disparition de la guerre comme solution de problèmes sur le territoire de l'Union). L'Union aurait besoin d'une véritable politique économique, selon M. Baron, qui ne plaide pas pour autant pour la disparition du capitalisme (il « a les siècles comptés », a-t-il dit, en citant l'ancien parlementaire européen Giorgio Ruffolo).

L'ancien président du Portugal, Mario Soares, est sur la même longueur d'onde : « Le capitalisme est nécessaire, mais il faut lutter contre le capitalisme spéculatif ». M. Soares s'est demandé lequel des chefs d'État des 27 serait aujourd'hui en faveur d'États-Unis d'Europe ; à son avis, le mouvement doit venir des citoyens.

Il faut effectivement mettre fin à la coupure entre les institutions et les citoyens, renchérit le Professeur Gérard Bossuat, de l'Université de Cergy-Pontoise. Quant à la méthode Monnet, faut-il y revenir ? Peut-être pas, mais on peut utilement apprendre de sa « façon de gérer les événements, les hommes et les choses ». Eric Roussel, président de l'Institut Pierre Mendès-France, estime à son tour qu'on pourrait s'inspirer de ce qu'a fait Jean Monnet « en réhabilitant l'idée de l'intérêt général ».

Au cours du colloque, les participants ont pu entendre des contributions sur les domaines d'action du Comité (politique monétaire, politique sociale, énergie) sur le rôle de membres allemands et italiens au sein du Comité d'action, sur Monnet et la presse, sur Monnet et l'Ostpolitik. Toutes ces contributions seront réunies dans un des Cahiers rouges de la Fondation, qui paraîtra probablement au printemps (courriel : secr@fjme.unil.ch, Site : www.jean-monnet.ch). (L.G.)